



Confédération Paysanne

Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

PRODUIRE UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ ACCESSIBLE À TOUS !

Etre paysan est un choix de vie. C'est la décision prise de travailler avec la nature, les saisons, les animaux, de participer à la vie d'un territoire, d'être fier de ce qui sort de la ferme, de ce qu'on fournit à ses concitoyens pour les nourrir. Pourtant, l'agriculture est devenue essentiellement productrice de matières premières agricoles, objet de compétition et de spéculation, engendrant une industrialisation qui la coupe de sa finalité alimentaire. Conséquences, les prix et les revenus dégringolent, les crises s'enchaînent, le nombre de paysans est en chute libre, et le métier est dévalorisé.

En parallèle, les citoyens aspirent à pouvoir choisir leur alimentation, à être certains qu'elle n'aura pas d'impact négatif sur leur santé, qu'elle sera nutritive et aura du goût... D'ailleurs, la préoccupation pour l'alimentation est partout, depuis les émissions télévisées jusqu'à l'Unesco. Mais la réalité quotidienne est toute autre : le temps, le budget, l'habitude et la publicité envoient la plupart des consommateurs au supermarché où s'écoulent chaque jour des dizaines de milliers de tonnes de produits issus de l'industrie agroalimentaire à des prix attractifs.

L'industrie agroalimentaire, l'agrochimie et la grande distribution tirent profit de cette



Photo © - ZIN TV

situation, bâtissant un empire économique sur le dos de l'ensemble de la société et de l'environnement, en externalisant une partie des coûts de production : derrière des prix artificiellement bas, les impacts de ce mode de production sont ruineux pour la collectivité. Les réactions paysannes et citoyennes, au-delà de leur poids symbolique, restent économiquement très marginales, coincées dans des niches de production et de consommation.

Avec une diminution constante du nombre de paysannes et de paysans, les enjeux d'accès à une alimentation de qualité sont de plus en plus forts : c'est notre sécurité

alimentaire qui est en danger. On voit se profiler un monde où nous serions nourris par des machines aux mains d'une poignée de grands groupes. Pourtant, le dérèglement climatique, la raréfaction des ressources et de l'énergie devraient aussi nous conduire à déconcentrer et désindustrialiser l'agriculture, pour répartir la production alimentaire sur les territoires.

Comment en est-on arrivé là ? Comment faire pour dépasser cette situation ensemble, pour l'avenir des paysans et l'assurance d'une alimentation de qualité pour tous ?

AGROBUSINESS CONTRE PAYSANS ET QUALITÉ DES PRODUITS

L'AGROBUSINESS LICENCIE LES PAYSANS...

L'industrie agroalimentaire a progressivement accaparé l'amont et l'aval de la production agricole, réduisant toujours plus la place des paysans. Aujourd'hui, c'est la production elle-même qui s'industrialise, cause et conséquence d'une course sans fin à la « compétitivité », c'est-à-dire aux prix bas. C'est ce qu'on appelle la « modernisation » depuis plus de 50 ans.

Chaque jour, institutions, syndicat majoritaire et presse agricole enjoignent les paysans à quitter un statut prétendument dévalorisé pour devenir « agri-managers ». En réalité, ils poussent à la concentration des productions, à l'accaparement des terres, à l'endettement des paysans. Ils les soumettent à la volatilité des marchés mondiaux, avec pour conséquences des revenus toujours plus bas et des crises qui s'installent. Les paysans n'ont pas choisis d'être victimes de ce système, de devenir une profession au taux de suicide record.

POURQUOI TROUVE-T-ON LES PRODUITS ISSUS DE L'AGRO-INDUSTRIE MOINS CHERS ?

Deux mécanismes permettent à l'industrie agroalimentaire de fournir des produits à un prix artificiellement bas :

- le captage d'aides publiques (crédits recherche, financement de modernisation, primes à l'emploi, primes à l'hectare...);

- l'externalisation de dommages sociaux et environnementaux (chômage, pollutions diverses, crises sanitaires, dégradation des sols, de la biodiversité, dérèglements climatiques...) qui ne sont pas pris en compte dans les prix.

Le nombre de paysans s'effondre et les politiques agricoles, au lieu de tenter d'inverser la tendance, ne font que l'accentuer. La première d'entre elles, la Politique agricole commune (PAC), a très vite perdu son objectif premier d'assurer la sécurité alimentaire de l'Europe. En instaurant des primes liées au nombre d'hectares ou d'animaux, elle soutient clairement les plus grosses exploitations, et pousse les paysans à s'agrandir et à spécialiser leurs productions. Malgré les affichages politiques, le second pilier de la PAC, censé rattraper ses dégâts sociaux et environnementaux n'a qu'un effet très limité. En réalité la PAC laisse surtout le champ libre à l'agro-industrie qui use et abuse du lobbying pour imposer une production standardisée et à bas coût.

... ET GÉNÉRALISE UNE ALIMENTATION STANDARDISÉE DE MOINS EN MOINS « CHÈRE »

Ces 60 dernières années, la part de la valeur de l'alimentation dans le budget des ménages est passée de 24 à 12% alors que la part des dépenses contraintes, principalement de logement, est passée de 19 à 33%. Le budget alimentaire est devenu une variable d'ajustement.

Alors que le lien entre paysans et alimentation était auparavant évident, on connaît aujourd'hui surtout la marque des produits et le nom du supermarché. On observe d'ailleurs une réorientation des achats alimentaires vers des produits transformés. L'agro-industrie et la distribution ont pris le pas sur l'agriculture, créant une rupture entre les paysans et le reste de la société.

Cette déconnexion avec l'origine du produit a permis de faire de la recherche du coût le plus bas possible une évidence. Un magasin discount peut ainsi affirmer qu'il propose « le vrai prix des bonnes choses », sans que cela n'interroge sur la qualité du produit ni sur la rémunération des paysans, désormais trop éloignées de l'acte de consommation. Certes les interrogations sur l'alimentation industrialisée et standardisée grandissent,

mais elles ne remettent que marginalement en cause la réalité des achats alimentaires.

Dépasser l'acte de consommation comme expression des citoyens apparaît nécessaire. Des débats et des politiques publiques sur l'alimentation sont à mettre en place. Pourtant, ils sont quasiment inexistantes, en tout cas au niveau national. Les seuls fragments de politiques alimentaires sont des réactions à des scandales sanitaires (eux-mêmes conséquences de l'industrialisation de l'alimentation), des enjeux de sécurité alimentaire ou de santé publique, et n'ont que peu d'ambition au-delà de l'affichage politique. Ils s'adressent aux consommateurs individuels pour espérer jouer sur leurs « choix » d'achats, non aux causes structurelles de ces situations.

Comme pour l'agriculture, le désengagement public de ces questions permet à l'agro-industrie et à la distribution de dicter l'alimentation de tous par une organisation de normes et un marketing qui font des produits standardisés et industrialisés le cœur de l'alimentation.

L'ASSOCIATION NATIONALE DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES (ANIA) FAIT SES POLITIQUES ALIMENTAIRES...

Les ravages sanitaires liés aux ajouts de sucre et de sel comme exhausteurs de goût dans les produits préparés entraînent des dépenses de santé en constante augmentation pour les maladies liées à l'alimentation. Mais l'usage intensif de ces exhausteurs de goût comme matière première à bas prix permet à l'industrie agroalimentaire de briller en bourse et les dividendes rapportent beaucoup aux actionnaires ! L'ANIA refuse en bloc l'étiquetage nutritionnel proposé par les spécialistes de la santé qui, à défaut d'interdiction, serait un minimum !



À QUI PROFITE LA BAISSÉ DE LA VALEUR DE L'ALIMENTATION DANS LE BUDGET DES MÉNAGES ?

Pour maximiser les profits, l'économie capitaliste produit toujours plus, tout en rémunérant toujours moins le travail par rapport à la richesse créée.

Ce système tend ainsi à détruire la demande pour ses propres produits, engendrant des situations de surproduction. Dans ce contexte, la baisse de la valeur relative de l'alimentation depuis l'après-guerre est une bouée de secours extrêmement précieuse à ce système : elle libère du « pouvoir d'achat » pour les autres secteurs de l'économie et participe à maintenir à flot un système intrinsèquement auto-destructeur.

CONSUM'ACTION ET PRATIQUES PAYSANNES, DES RÉPONSES NÉCESSAIRES MAIS INSUFFISANTES

Qu'il s'agisse de produire de l'alimentation ou de se nourrir, les pouvoirs publics laissent le champ libre à l'agro-industrie. Nombreux sont donc ceux qui s'organisent de façon alternative pour produire et consommer autrement.

En production, de nombreux paysans cherchent à acquérir plus d'autonomie. Cela permet de diminuer les coûts de production, par exemple en produisant l'alimentation du bétail sur la ferme au lieu de l'acheter à l'agro-industrie. Même en apportant de l'autonomie décisionnelle, cette stratégie ne permet pas de maîtriser suffisamment sa vulnérabilité aux variations de prix du marché. Pour contourner le système industriel de distribution, certains ont développé une commercialisation en circuits courts qui permet de fixer des prix plus rémunérateurs. De la même manière, de nombreux paysans choisissent aujourd'hui de transformer eux-mêmes tout ou partie de leur production, ce qui leur permet de gagner en valeur ajoutée.

La demande pour les produits issus de ces modes de production et de commercialisation



Photo © - Mathieu Esinger

poursuit globalement son augmentation. Ces pratiques sont indispensables. Elles sont la démonstration qu'il est possible de reconsidérer l'agriculture et l'alimentation, de relier paysans et citoyens-consommateurs autour de ce besoin quotidien.

Cependant, l'accès à ces produits reste limité à une catégorie de la population favorisée économiquement, socialement et/ou géographiquement. Nous ne pouvons accepter un système mettant en avant une agriculture et une alimentation à deux vitesses, dans lequel le consommateur « aurait le choix » alors que tout est fait pour que la baisse du budget alimentaire soutienne le fonctionnement de la société de consommation.

On ne peut malheureusement que constater que ces démarches finiront par atteindre leurs limites, comme certains exemples locaux l'ont déjà montré : sur-offre en circuits courts ou en produits de qualité entraînant la sortie du métier de certains paysans, risques d'industrialisation de la production biologique et des circuits courts. La coexistence de modèles agricoles ne peut amener, dans les règles

économiques actuelles, la généralisation de ces pratiques paysannes. Dépasser ces initiatives est indispensable pour remettre en cause l'ordre agroalimentaire.

UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ, C'EST QUOI ?

La qualité regroupe plusieurs critères. Certains peuvent être clairement définis, comme les critères de qualité sanitaire (absence de résidus de pesticides, de bactéries...) ou nutritionnelle (taux des produits en oméga 3, en vitamines...). La qualité gustative est plus difficile à mesurer. On retiendra cependant que l'expression des terroirs et des conditions de production qui amènent une diversité des produits agricoles, donc des goûts, est un critère de la qualité gustative.

La démarche d'agriculture paysanne prend aussi en compte la qualité environnementale et sociale des produits.

POUR UNE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE !

Le vide laissé par les pouvoirs publics au profit de l'agro-industrie est source de nombreuses préoccupations. Récemment, grâce à la mobilisation de la Confédération paysanne, les médias se sont emparés de la question de l'industrialisation de l'agriculture pour en dénoncer les ravages, principalement sur ses aspects sociaux, sanitaires et environnementaux. Face à cela, les citoyens n'ont plus qu'à se ranger dans une des deux catégories possibles : ceux qui s'engagent pour changer leur alimentation, et ceux qui ne peuvent ou estiment ne pas pouvoir se le permettre.

L'évidence serait de dire qu'assurer l'accès à une alimentation de qualité pour tous est du domaine des pouvoirs publics. On fait pourtant le constat que, loin d'améliorer la situation, les politiques publiques instituent une séparation entre l'agriculture et sa finalité alimentaire, coupant tout lien entre les paysans et leurs concitoyens, dont les intérêts sont pourtant intimement liés.

La Confédération paysanne, avec la Fadear¹, a développé la démarche d'agriculture paysanne, composante agricole d'un modèle de société juste, respectueux des Hommes et de l'environnement, pourvoyeur d'emplois locaux. Elle ne peut se généraliser qu'avec la réalisation du projet de souveraineté alimentaire, c'est-à-dire par l'expression la plus démocratique possible des besoins alimentaires de la société.

¹ Fédération associative pour le développement de l'emploi agricole et rural.

LES SIX THÈMES DE L'AGRICULTURE PAYSANNE



www.agriculturepaysanne.org

Des initiatives locales apparaissent aujourd'hui, qui vont dans ce sens, comme la mise en place de projets alimentaires territoriaux ou d'initiatives communales. Si nos réflexions doivent alimenter ce type de projets, tout comme ces expérimentations nourrissent nos réflexions, l'objectif visé reste un changement de l'ensemble de la société : les initiatives locales ne doivent donc pas devenir une justification à l'absence d'actions

collectives de plus grande envergure et mettre les territoires en concurrence les uns avec les autres - faible garantie contre l'agro-business. L'ambition d'égalité sur le territoire doit se traduire par la mise en place d'une politique de cadrage et de financement des applications locales des objectifs de démocratie alimentaire.

L'ensemble de la société doit donc se retrouver pour penser des politiques qui permettent aux paysans de vivre d'un métier valorisant, et à tous d'accéder à une alimentation de qualité. Avançons vers la mise en œuvre d'une démocratie alimentaire ! Ce n'est qu'à cette condition qu'il pourrait être possible de contrer le lobbying actif de l'agro-industrie pour obtenir, enfin, des politiques agricoles et alimentaires cohérentes avec l'intérêt général !



LA LOI D'AVENIR AGRICOLE ET LE PROGRAMME NATIONAL DE L'ALIMENTATION (PNA) OUVRENT DE NOUVELLES PERSPECTIVES POUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Art. L.1. : Une politique alimentaire doit permettre : « d'assurer à la population l'accès à une alimentation sûre, saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans des conditions économiquement et socialement acceptables par tous, favorisant l'emploi, la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique ».

Un beau projet qui ne demande que les moyens de ses ambitions !
Le PNA vise à relier agriculture et alimentation, mais reste malheureusement pour l'instant une coquille vide.



Confédération Paysanne

Supplément à Campagne Solidaires n°321

Septembre 2016 / Confédération paysanne - 104, rue Robespierre 93170 Bagnolet
Tél. : 01 43 62 04 04 / contact@confederationpaysanne.fr
www.confederationpaysanne.fr